

# La Culture lutte par lettre ouverte

**Politique culturelle** ► Les milieux culturels genevois regroupés au sein de la coordination «La Culture lutte» sont en train de diffuser une lettre ouverte auprès de tous les acteurs culturels du canton. Ce texte – le délai d'ouverture à signatures se termine en théorie jeudi – sera diffusé la semaine prochaine. Et remis aux autorités cantonales et communales, mais aussi à des fondations comme le Fonds genevois de répartition des bénéfices de la Loterie romande, Pro Helvetia ou encore le Conseil consultatif de la culture.

La missive constitue un cri d'alerte par rapport au processus dit de «désenchevêtrement» en matière de politique culturelle entre les dossiers en mains municipales et celles relevant du canton. En l'occurrence, selon cette – longue – lettre<sup>1</sup>, le but de départ tel qu'il a pu notamment être formulé lors des travaux de la Constituante semble avoir été passé par pertes et profits: là où il s'agissait de promouvoir une meilleure gouvernance et davantage de clarté en termes de subventions, on trouve au-



**Manifestation contre les coupes dans la culture en 2016.** JPDS

jourd'hui pour seul moteur la volonté de réaliser des économies budgétaires.

La méthode est aussi contestée. Sur la forme, tout d'abord. La nouvelle loi sur la culture votée en 2013 prévoit la création d'un Conseil consultatif sur la culture. «Au départ, il devait s'agir d'un conseil de la culture, un organe doté de compétences, mais à l'arrivée –

et cela se voit dans le rajout du terme 'consultatif' – il a été vidé de sa substance», se désole Nathalie Tacchella, membre de la coordination de La Culture lutte. Et surtout, ce conseil consultatif de la culture n'a pas été saisi de la question du désenchevêtrement des tâches tel que prévu dans la loi-cadre fixant les grands axes de ce processus. Ce qui avait d'ailleurs conduit à la dissolution du Rassemblement des acteurs culturels (RAC), fâchés d'une telle mise à l'écart.

La critique porte aussi sur le processus lui-même. Pour l'heure, le désenchevêtrement concerne les associations non conventionnées, les indépendants, donc. Les grands paquebots, comme le Grand Théâtre ou le Musée d'art et d'histoire, seront traités dans une seconde phase. «Bref, on se concentre sur les acteurs les plus fragiles», résume Laurent Valdes, membre de la coordination. Et sans tenir compte de leurs spécificités. Pis, le fait que la création indépendante dispose souvent de subventions croisées est

qualifié de «doublon», dénonce la missive, alors que cela n'est plus vu comme un pêché pour les compagnies au bénéfice de conventions. Et avec l'hyperconcentration des subventions pour la création indépendante sous la seule responsabilité de la Ville l'on accroît le risque d'une culture nivelée.

La lettre vise tout d'abord à obtenir des réponses claires sur ces questions pour l'heure restées nimbées d'un certain flou artistique, selon Nathalie Tacchella. Actuellement, ni la Ville ni le Canton ne souhaitent se prononcer sur ce texte. Rappelons toutefois que la Ville a émis, à plusieurs reprises par la voix de son magistrat chargé de la culture, Sami Kanaan, des critiques sur la manière dont le processus est conduit. Une éventuelle mobilisation – la culture lutte s'est fortement engagée contre les coupes dans le domaine de la culture lors du vote référendaire de 2016 – n'interviendra que dans un second temps. **PHILIPPE BACH**

<sup>1</sup>La missive sera mise sur le net mercredi: [laculturelutte.ch](http://laculturelutte.ch)